

TRAITE D'ÊTRES HUMAINS: INFORMATIONS GÉNÉRALES

Le contexte

La traite d'êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle dans l'UE est le fait d'organisations criminelles qui recourent à la violence contre les victimes et leurs familles. Selon Europol, 68 % des victimes et des suspects sont des ressortissants de l'UE. Les criminels sont souvent difficiles à traquer car ils opèrent de part et d'autre des frontières. Pour mettre un terme à cette activité, une coopération transfrontalière s'impose.

Dans ces affaires, Europol et Eurojust jouent un rôle crucial en aidant la police nationale et les procureurs des différents États membres à échanger des informations et à coordonner leurs activités. Une fois les rôles définis, les perquisitions et les arrestations transfrontalières sont menées simultanément dans le cadre d'opérations appelées «[journées d'action commune](#)» (Joint Action Days, JADS). Le nombre de ces affaires transfrontalières ne cesse d'augmenter: en 2017, [Eurojust](#) a mené 132 enquêtes portant sur la traite d'êtres humains, contre 71 en 2014.

L'histoire

En février 2015, une source fiable informe que des femmes de nationalité bulgare sont forcées de travailler comme prostituées dans le sud de l'Espagne. La collaboration avec Europol et Eurojust permet à la police espagnole de partager des informations sur cette organisation criminelle et de coordonner ses activités en lien direct avec ses homologues bulgares. Les principales cibles sont confirmées et des mandats d'arrestation provisoires sont délivrés. En juillet 2017, une semaine d'action est lancée simultanément dans les deux pays, donnant lieu à des saisies de comptes bancaires, des ordonnances de protection et 34 arrestations. Cette excellente coordination combinée à l'effet de surprise ont permis le démantèlement de cette organisation criminelle active sur le plan international, ainsi que la libération de 13 victimes d'exploitation sexuelle.

L'objectif

Cette histoire met en évidence le caractère indispensable de la coopération européenne dans la lutte contre la criminalité transfrontalière. Elle démontre également qu'une coordination efficace protège les citoyens européens, en particulier les personnes vulnérables.

L'utilité

La criminalité internationale se caractérise par des activités de plus en plus transfrontalières. La coopération à la fois opérationnelle et judiciaire est donc vitale si l'on veut pouvoir traduire en justice des criminels qui jouissent d'une grande mobilité et maîtrisent la technologie. Dans cette affaire, il aurait été extrêmement risqué de ne pas recourir à la coordination transfrontalière. En effet, ce gang aurait probablement fui et continué à exploiter des femmes ailleurs.

Les activités criminelles ont un impact sur nos communautés. Les femmes bulgares forcées de se prostituer devaient voler des objets de valeur, qui étaient ensuite revendus. Le démantèlement de ce gang international a non seulement permis de libérer des femmes victimes de cette forme d'esclavage moderne, mais aussi de mettre fin aux activités d'un groupe criminel dangereux.

Europol et Eurojust

Europol soutient les 28 États membres de l'UE dans la lutte contre les formes graves de criminalité organisée. Les analystes d'Europol utilisent des outils de pointe pour étayer les enquêtes menées par les services de répression dans les États membres et effectuent des rapports d'évaluation réguliers sur la criminalité et le terrorisme au sein de l'UE.

[Europol](#) est devenue une agence de l'UE à part entière en janvier 2010 et s'est vu octroyer le statut officiel d'Agence de l'Union européenne pour la coopération des services répressifs en mai 2017. Elle compte plus de 1 000 agents, 220 officiers de liaison Europol - qui représentent les intérêts des services de répression nationaux – ainsi qu'une centaine d'analystes de la criminalité, tous contribuant à plus de 40 000 enquêtes internationales par an.

Eurojust met en relation les services répressifs et les procureurs, leur permettant ainsi de lutter contre les cas de grande criminalité organisée impliquant au moins deux pays de l'UE. Créée en 2002, cette agence aide à résoudre les conflits juridiques et élabore des instruments juridiques tels que les mandats d'arrêt européens.

Les 240 agents d'[Eurojust](#) traitent actuellement plus de 2 300 dossiers. Leur tâche consiste à organiser des réunions de coordination rassemblant procureurs, juges et agents des forces de l'ordre, qui peuvent ainsi bénéficier de l'expertise, des installations et des services de traduction de l'agence. Des journées d'action commune sont également organisées. Elles donnent aux participants l'occasion d'échanger des informations sur les formes graves de criminalité organisée. Europol et Eurojust ont toutes deux leur siège à La Haye, aux Pays-Bas.

TRAITE D'ETRES HUMAINS: CAMPAGNE EU PROTECTS

La campagne EU Protects de la Commission européenne a pour objectif de sensibiliser l'opinion publique aux moyens mis en œuvre par l'UE pour lutter contre les problèmes mondiaux et protéger ses citoyens.

La campagne s'articule autour d'une série de vidéos et d'articles publiés sur le web. Elle couvre quatre domaines clés: la migration et la stabilité mondiale, la criminalité et le terrorisme, la situation économique, la santé et l'environnement. Ces vidéos et articles présenteront des histoires du point de vue des personnes qui habitent dans un pays européen et qui ont été confrontées à un incident réel, un problème ou ont participé à un projet lié à la sécurité, témoignant d'une véritable solidarité européenne et d'un esprit de collaboration.

La campagne s'adressera au grand public à travers les histoires véritables de personnes qui travaillent dans l'ombre pour protéger les citoyens de l'UE. Elle donnera un visage aux héros ordinaires (officiers de police, pompiers, travailleurs sociaux, etc.) qui coopèrent grâce aux systèmes ou mécanismes mis en place par l'UE, ou qui travaillent dans le cadre d'une initiative ou d'un projet soutenu par l'UE. Elle parlera aussi des bénéficiaires en présentant une personne qui a été sauvée ou protégée grâce à l'intervention de ces héros.

Les témoignages de ces héros ordinaires démontreront aussi que, face à des défis et dangers collectifs, l'UE exprime le meilleur d'elle-même lorsque ses membres unissent leurs forces et coopèrent au-delà des intérêts nationaux.

Quel est le thème de cette histoire ?

En juillet 2017, 13 femmes ont été libérées du joug d'un gang criminel impitoyable et violent. Victimes de manipulations et de menaces, elles avaient été enlevées à leur famille en Bulgarie et envoyées en Espagne où elles étaient contraintes de se prostituer.

Dans le cadre d'une opération coordonnée organisée par Europol et Eurojust, les autorités espagnoles et bulgares ont travaillé ensemble pour recueillir des preuves en partageant leurs informations. Cette coopération a permis 34 arrestations, la saisie de 50 000 euros et d'une grande quantité de stupéfiants et le démantèlement total d'un réseau bien établi de trafic d'êtres humains.

À qui s'adresse cette histoire ?

La campagne s'adresse principalement aux citoyens européens âgés de 35 à 55 ans.

Son objectif est de leur montrer qu'il existe des systèmes de coopération très efficaces au sein de l'UE permettant des contacts quotidiens entre les héros des divers pays qui la composent. Ces personnes

travaillent jour et nuit pour mettre en place des mesures de protection des citoyens, souvent sans que ces derniers n'en soient conscients.

Qui sont les personnes citées dans l'histoire ?

Pour illustrer le rôle de l'UE dans la lutte contre les crises et les situations d'urgence, l'histoire met en scène des personnes qui ont réellement participé au démantèlement d'un réseau de traite d'êtres humains en Bulgarie et en Espagne.

Il s'agit de l'inspecteur David Diego Monserrat, chef de la Division contre la traite des êtres humains de la Police nationale espagnole, d'Enrique Morales, ancien analyste d'Europol, de Francisco Jimenez-Villarejo, procureur d'Eurojust, de Hristo Kolev, inspecteur à la Direction générale de la lutte contre la criminalité organisée de la Police nationale bulgare, de Zlatka Macheva, psychologue et responsable du Centre d'accueil de jour à Sofia, Bulgarie, et d'une victime de la traite d'êtres humains.

Les cinq personnes présentées dans cette histoire ne sont pas des acteurs. Leurs récits sont authentiques, exemplaires et touchants. Ils témoignent de la grande efficacité de l'action de l'UE lorsqu'elle est coordonnée.

Qu'est-ce qui définit une victime de la traite d'êtres humains ?

La traite d'êtres humains est une forme d'esclavage moderne. Elle a souvent un caractère transnational et les victimes peuvent être de sexe et d'âge différents.

Les victimes sont souvent enlevées de leur pays d'origine et emmenées à l'étranger pour être soumises à l'exploitation sexuelle comme la prostitution, au travail forcé ou à la servitude, à l'esclavage ou au prélèvement et à la vente d'organes vitaux.

Comment les héros et la personne bénéficiaire ont-ils été choisis dans cette histoire ?

Les personnes présentées dans cette histoire ont été choisies en fonction de leur travail ou de leur rôle lors de l'intervention contre le réseau de traite d'êtres humains opérant entre la Bulgarie et l'Espagne. Elles ont été sélectionnées afin de démontrer le caractère coopératif des activités de protection dans l'UE.

Les informations à caractère personnel de toutes les personnes figurant dans l'histoire ont été recueillies, utilisées et stockées conformément aux dernières règles du RGPD, entrées en vigueur en mai 2018.

Les données seront conservées pendant une période maximale de douze mois après la date de clôture de la campagne EU Protects (provisoirement fixée au 31 décembre 2019, mais la campagne pourrait être prolongée). Les données seront automatiquement effacées à la fin de cette période.

Les héros ont-ils été payés pour leur participation ?

La participation a été totalement volontaire et n'a pas été rémunérée.

Les participants ont été invités à discuter ouvertement de leur rôle et de la façon dont ils ont collaboré pendant l'opération.

Qu'en est-il des autres victimes de la traite d'êtres humains ?

Cette histoire n'est qu'un exemple parmi d'autres. Elle montre comment l'UE peut coordonner la collaboration et le partage des connaissances entre les États membres et obtenir ainsi des résultats concrets extrêmement positifs, en l'occurrence l'éradication d'un réseau criminel organisé.

La traite d'êtres humains demeure un problème grave qui a des effets dévastateurs sur les communautés du monde entier.

Entre 2013 et 2014, 15 846 victimes de la traite d'êtres humains ont été enregistrées dans l'UE. Parmi elles, 65 % étaient des citoyens de l'UE. Le problème reste bien réel et, en collaborant étroitement avec des organisations telles qu'Eurojust et Europol, les États membres mettent toutes les chances de leur côté pour trouver une solution.

La bénéficiaire figurant dans la vidéo n'est pas associée à l'affaire. Pourquoi a-t-elle été choisie ?

Il s'agit d'une affaire particulièrement sensible. Les femmes concernées ont vécu une expérience traumatisante et ont préféré se consacrer à leur programme de soins et de réadaptation.

La réintégration de ces femmes dans la société était une priorité absolue à la fin de cette affaire.

Le choix du bénéficiaire s'est donc porté sur une autre personne qui avait vécu une expérience similaire dans le passé et souhaitait en parler.

Même si cette femme n'a pas été directement impliquée dans cette affaire de traite d'êtres humains, son expérience est authentique et donne aux lecteurs une idée d'une situation similaire à celle vécue par les femmes bulgares.

Qui étaient les femmes concernées par cette affaire ?

Elles étaient jeunes et de nationalité bulgare, c'est tout ce que nous pouvons révéler à leur sujet. Pour des raisons de confidentialité, aucune autre information ne sera divulguée.

Que sont Eurojust et Europol ?

Europol est l'organe répressif de l'UE. Il soutient les États membres dans leur lutte contre le terrorisme, la cybercriminalité et d'autres formes de délits graves et de criminalité organisée. Il collabore également avec de nombreux États partenaires non membres de l'UE, des organisations internationales, des coalitions spécialisées et des task forces qui se penchent sur les problèmes de sécurité que posent le terrorisme, le trafic international de stupéfiants, le blanchiment d'argent, la fraude organisée, la contrefaçon de l'euro, les drogues illicites et la traite d'êtres humains.

Europol participe chaque année à plus de 40 000 enquêtes internationales.

L'unité de coopération judiciaire de l'Union européenne (Eurojust) a été créée pour défendre la liberté, la sécurité et la justice au sein de l'UE et pour renforcer la lutte contre les délits graves et la criminalité organisée à caractère transnational (transfrontalier).

Son rôle est de stimuler et d'améliorer la coordination des enquêtes et des poursuites entre les autorités compétentes des États membres. L'agence est composée de procureurs nationaux, de magistrats ou d'officiers de police ayant des compétences équivalentes, détachés par chaque État membre selon les règles du système juridique national.

Europol abrite des systèmes innovants conçus sur mesure et constamment mis à jour. Le siège d'Eurojust offre des installations spécialement conçues pour garantir une collaboration sûre et efficace entre les procureurs et la police, notamment une interaction en temps réel entre plusieurs pays lors de journées d'action communes. Les agences viennent ainsi compléter les ressources propres des États membres et offrent des services communs uniques en leur genre, qu'aucun État membre ne pourrait fournir seul.

Eurojust et Europol travaillent ensemble au sein d'équipes communes d'enquête. Les deux agences contribuent à coordonner les enquêtes et les poursuites menées en parallèle dans plusieurs États membres ou dans le cadre d'affaires ayant une dimension transfrontalière.

Pourquoi l'opération a-t-elle duré 2 ans ?

Les opérations comme celle-ci sont très complexes. Elles nécessitent la coopération de plusieurs États membres, ce qui suppose l'existence d'un cadre législatif adapté, une mesure longue à mettre en place.

Comme l'un de nos héros l'a mentionné, les autorités répressives doivent identifier les figures clés au sein du gang, depuis la personne qui dirige le réseau jusqu'à celles qui contrôlent les victimes. Pour cela, un important processus de surveillance et de collecte de preuves est nécessaire.

Ce délai n'est pas exceptionnel. Il faut souvent plusieurs années pour mener à bien des opérations comme celle-ci.

Que deviennent les femmes une fois libérées de ces réseaux ?

Conformément à la procédure opérationnelle standard, les forces de police coordonnent le retour des femmes chez elles, en Bulgarie. Elles sont ensuite dirigées vers des établissements où elles ont accès à des soins de haute qualité et à des services de réadaptation.

Qui étaient les criminels impliqués dans ce réseau ?

Au total, 34 membres d'un réseau de trafiquants bulgares ont été arrêtés à la suite de l'opération, 26 en Espagne et 8 en Bulgarie. Ils opéraient dans ces deux pays depuis 6 ans et avaient pris le contrôle d'une grande partie du marché de la prostitution à Torremolinos et à Marbella, dans le sud de l'Espagne.

Suite aux 36 perquisitions effectuées par les forces de l'ordre, la police a saisi 50 000 euros, une grande quantité de stupéfiants et douze montres de luxe.

Quelles sont les mesures mises en place au niveau européen pour éviter que de tels cas se reproduisent ?

L'UE concentre ses mesures de lutte contre la traite d'êtres humains dans cinq domaines:

- 1) Identification, protection et aide aux victimes de la traite d'êtres humains;
- 2) Renforcement de la prévention contre la traite d'êtres humains;
- 3) Intensification des poursuites contre les trafiquants ;
- 4) Amélioration de la coordination et de la coopération entre les principaux acteurs et de la cohérence des politiques;
- 5) Renforcement des connaissances et réaction efficace aux problèmes émergents concernant toutes les formes de trafic d'êtres humains.

L'UE a par ailleurs créé la fonction de coordinateur de la lutte contre la traite d'êtres humains au sein de la Commission européenne, DG Affaires intérieures. Mme Myria Vassiliadou est chargée d'améliorer la coordination et la cohérence entre les institutions et agences de l'UE, les États membres et les organismes internationaux afin de créer ou de développer des politiques dans le domaine de la traite d'êtres humains.

Plusieurs programmes de financement, dont Daphné III (2007-2013), le programme «Prévenir et combattre la criminalité» (ISEC) (2007-2013) et l'Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH), ont financé des actions essentielles de l'UE dans la lutte contre la traite d'êtres humains.

Pourquoi des agences de l'UE comme Europol ou Eurojust sont-elles impliquées? Le processus n'en est-il pas ralenti ?

Non. Dans de nombreux cas, le processus n'est viable que grâce au travail d'Europol et d'Eurojust.

Eurojust a été créée pour faciliter les enquêtes transfrontalières sur les délits graves et la criminalité organisée en permettant l'échange d'informations et en coordonnant les opérations.

Eurojust est composée de procureurs, de magistrats et d'officiers de police et permet la coopération judiciaire entre les États membres.

Il en résulte un fonctionnement très organisé, efficace et collaboratif.

POINT(S) DE CONTACT

Porte-parole pour la coordination :

Attaché(s) de presse :

Cabinet du Président :

TRAITE D'ÊTRES HUMAINS: PROFILS DES HÉROS

HÉROS 1: Inspecteur David Diego Monserrat

Police nationale, Espagne

David dirige la division en charge de la lutte contre la traite des êtres humains de la Police nationale espagnole. Basé à Madrid, il est à la tête d'une équipe qui collabore avec les tribunaux, d'autres services de la police espagnole et différents services européens. Après avoir appris auprès d'une source fiable que des femmes bulgares étaient forcées de se prostituer dans le sud de l'Espagne, il a contacté Europol et Eurojust pour partager les informations et coordonner les arrestations directement avec la police bulgare.

HÉROS 2: Enrique Morales

ancien employé d'Europol, Espagne

Enrique a travaillé à Europol pendant six ans et demi, principalement sur des cas d'exploitation sous diverses formes comme l'exploitation sexuelle, l'exploitation par le travail, la criminalité forcée, le trafic d'enfants ou le trafic d'organes. Dans ce cas précis, Enrique était l'analyste principal d'Europol. Il a fourni des rapports d'analyse aux autorités policières nationales ainsi qu'à Eurojust tout au long de l'enquête et a coordonné les échanges d'informations.

HÉROS 3: Francisco Jimenez-Villarejo

Nationalité espagnole, Eurojust, Pays-Bas

Francisco a été nommé membre national d'Eurojust pour l'Espagne en 2012. En 2015, il a été contacté par les autorités espagnoles pour les aider dans leur enquête sur une organisation criminelle bulgare opérant dans la région de la Costa del Sol, en Espagne. On lui doit la mise en place d'une équipe commune d'enquête (ECE) entre l'Espagne et la Bulgarie. L'ECE a facilité les échanges d'informations au niveau judiciaire.

HÉROS 4: Inspecteur Ivan Petrov

Direction générale de la lutte contre la criminalité organisée, Bulgarie

Le nom de ce héros ordinaire est fictif afin de protéger la vie privée des personnes impliquées dans ce type d'opération.

La direction générale bulgare de la lutte contre la criminalité organisée s'emploie activement à identifier les personnes impliquées dans la traite d'êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle ou par le travail. La mise en place d'une équipe commune d'enquête (ECE) a permis à la police espagnole ainsi qu'à la police bulgare de collaborer tout au long de l'enquête et de procéder à des arrestations.

COMMENT RECHERCHER CES HÉROS DANS VOTRE RÉGION?

Les agences Europol et Eurojust disposent toutes deux d'excellentes ressources en ligne expliquant ce qu'elles font et comment les contacter. Elles organisent également des visites permettant de découvrir comment les enquêtes et la coopération judiciaire contribuent à renforcer la sécurité des citoyens de l'UE.